

# Les *Échos* de Durban

Conférence des Nations unies sur le changement climatique, 28 novembre-9 décembre 2011

mercredi 30 novembre 2011

## Durban : dernière chance pour réanimer le régime climatique ?

### Traitement urgent requis

#### Actualités : le thermomètre grimpe !

Cette année encore, l'actualité résonne dans l'arène de la Conférence des Parties (COP) : inondations en Thaïlande, glissements de terrain au Brésil, sécheresse en Somalie, etc. Face à ces événements, les scientifiques affirment que les changements climatiques sont à l'origine de l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles dans le monde et de leur intensification. Dans son dernier rapport<sup>1</sup>, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) confirme la vulnérabilité croissante des sociétés face aux impacts des changements climatiques. Tous pays confondus.

Alors, que fait-on ? Les scientifiques sont formels : il faut réorienter les modes de développement pour renforcer la résilience des territoires et des populations, et prévenir les événements extrêmes en limitant le réchauffement climatique mondial. Les Etats ne semblent pas férus du principe de



précaution. La Convention sur les changements climatiques a bientôt vingt ans et, depuis son adoption, les émissions de gaz à effet de serre n'ont cessé de croître. Mieux que cela : 2011 fait partie des dix années les plus chaudes jamais enregistrées, selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Pire, les possibilités s'éloignent de limiter le réchauffement climatique en dessous de 2°C (objectif fixé à Cancun en 2010).

Alors que tous les indicateurs sont au rouge, l'engagement des Etats à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre n'a jamais été aussi faible. Certains pays industrialisés refusent d'adopter une deuxième période d'engagement sous le Protocole de Kyoto, à l'exception de l'Union européenne et d'une poignée de pays. Le Canada a même annoncé son souhait de se retirer du Protocole, qu'il a adopté mais n'a pas respecté !

<sup>1</sup> Rapport spécial du Giec « Managing the Risks of Extrem Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation, Novembre 2011 : [http://ipcc-wg2.gov/SREX/images/uploads/SREX-SPM\\_Approved-HiRes\\_opt.pdf](http://ipcc-wg2.gov/SREX/images/uploads/SREX-SPM_Approved-HiRes_opt.pdf)

En résumé, jamais le fossé entre les constats scientifiques et les engagements des pays n'a été aussi important. Les négociateurs seraient-ils pris d'une crise de tétanie collective ? Le déni de réalité et l'absence de leadership seraient-ils devenus des maux contagieux, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ?

### « Travailler ensemble aujourd'hui pour sauver demain »

Face à ce diagnostic, il ne reste que les paroles des grands hommes : « *It always seems impossible until it's done* » (« Cela semble toujours impossible jusqu'à ce qu'on y parvienne »). La phrase célèbre de Nelson Mandela résonne encore dans cette COP sud-africaine, où l'on aimerait voir s'affirmer les courages politiques.

En l'absence de réponse, une dose de pragmatisme et une confiance tenace sont nécessaires. « *Travailler ensemble aujourd'hui pour sauver demain* », résume concrètement Maite Nkoana-Mashabane, ministre sud-africaine des Relations internationales et de la Coopération et présidente de la COP, pour qualifier l'enjeu auquel la communauté internationale réunie à Durban fait face. Deux étapes sont nécessaires selon la secrétaire générale de la Convention Climat, Christiana Figueres. En premier lieu, il faut poursuivre l'opérationnalisation des mécanismes et institutions créés à Cancun en matière d'adaptation, de transfert de technologies et de financement. En second lieu, il faut s'attaquer aux questions politiques non résolues à Cancun : la définition d'une deuxième période d'engagement dans le cadre du Protocole de Kyoto et d'un accord juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention incluant l'ensemble des pays, notamment les grands émergents et les Etats-Unis ; et enfin, la sécurisation de sources de financement à long terme. C'est là que le sujet se corse. Les discussions iront-elles jusqu'à frôler le conflit ? Les paris sur l'issue de cette négociation sont complexes. Nous osons croire qu'elle sera positive.



## Consolider et amplifier les acquis de Cancun

### Le financement et l'adaptation

Si la conférence de Cancun avait accouché d'une souris, elle avait eu le mérite de donner un peu de répit au multilatéralisme, avec l'adoption de décisions créant de nouveaux mécanismes et institutions en faveur de l'adaptation et du transfert de technologies. La COP de Cancun a aussi débouché sur la création d'un Fonds vert pour le climat, dont les règles de gouvernance et les dispositifs institutionnels devaient être définis en 2011 par un comité transitoire. Elle avait enfin permis de donner un cadre officiel au mécanisme de la Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (Redd+).

La douzaine de groupes de pays qui négocient ensemble, du Groupe des 77 et de la Chine (G77-Chine), à l'Alliance des petits Etats insulaires en développement (Aosis), en passant par le Groupe de l'intégrité environnementale<sup>2</sup>, ont confirmé la nécessité de consolider ces acquis. Un accent particulier a été mis sur l'urgence de mettre sur pied le Comité sur l'adaptation et de s'accorder sur les fameuses règles de gouvernance du Fonds vert pour financer des actions au Sud dans les meilleurs délais.

<sup>2</sup> Corée du Sud, Lichtenstein, Mexique, Monaco, Suisse.

## Réduction des émissions de gaz à effet de serre : accroître l'ambition ; oui mais comment ?

Dans les grandes lignes, l'ensemble des groupes de pays reconnaissent qu'il faut renforcer le niveau d'ambition en matière de réduction des émissions. Mais lorsqu'il s'agit de discuter des moyens à employer pour atteindre ces objectifs, le consensus s'évapore.

Pour les pays en développement réunis au sein du G77-Chine, Durban doit mener vers l'adoption d'une deuxième période d'engagement sous le Protocole de Kyoto et vers un accord mondial juridiquement contraignant sous la Convention. Les principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées constituent le socle des décisions à prendre dans le cadre de ces deux voies de négociations.

A l'opposé se trouve le Groupe des pays de l'Ombrelle<sup>3</sup> : il pense qu'on doit oublier le Protocole de Kyoto et se concentrer sur la construction d'un régime climatique incluant tous les pays. L'Ombrelle estime que le futur régime climatique doit tenir compte des évolutions du contexte depuis 1992. Si l'industrialisation des pays émergents a permis de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté, elle a aussi amplifié et reconfiguré le défi climatique. C'est une autre conception du principe de responsabilités communes mais différenciées.

Quelque part entre ces deux opposés se trouve l'Union européenne. Elle envisage volontiers une deuxième période d'engagement sous le Protocole de Kyoto mais elle subordonne cette décision à l'adoption d'une « feuille de route » qui permette de poser les bases d'un futur accord mondial, incluant des engagements contraignants pour tous les pays. Cet accord devrait être validé en 2015 pour entrer en vigueur vers 2020 au plus tard, dans

la continuité de la deuxième période d'engagement sous le Protocole de Kyoto.

## L'Afrique, moteur d'un renouvellement des ambitions ?

L'Afrique est représentative de la diversité de la géopolitique climatique. Elle réunit en premier lieu les pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Le Vice-président de l'Angola, représentant la SADC<sup>4</sup>, et le Président du Tchad, représentant la CEEAC<sup>5</sup> ont insisté notamment sur les pertes de fertilité des sols, la réduction des terres arables, les sécheresses et inondations, venant exacerber l'insécurité alimentaire et les conflits sociaux.



Riche de ses ressources naturelles, l'Afrique héberge par ailleurs l'un des poumons verts de la planète. Elle prend une part active dans les négociations sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des terres. Le tableau ne serait pas complet sans prendre en compte la présence de membres de l'Organisation des pays exportateurs et producteurs de pétrole (Opep) dont les intérêts économiques viennent freiner l'ambition climatique. L'Afrique du Sud, hôte de cette conférence, joue par ailleurs, avec ses partenaires émergents (Chine, Inde et Brésil) un rôle clé sur la scène économique internationale, aujourd'hui et dans le futur.

<sup>3</sup> Australie, Canada, Japon, Kazakhstan, Nouvelle-Zélande, Norvège, Russie, Ukraine.

<sup>4</sup> Communauté de développement d'Afrique australe.

<sup>5</sup> Communauté économique des Etats d'Afrique centrale.

L'Afrique s'organise et s'affirme de plus en plus comme un groupe majeur dans le G77 depuis la Conférence de Copenhague en 2009. Soutenant la position globale du G77-Chine concernant les questions « politiques », le Groupe Africain attend des avancées sur l'adaptation et son financement avec l'opérationnalisation du Fonds vert (y compris une capitalisation initiale du fonds pour enclencher des premiers projets).

Victime, mais également actrice, engagée dans la lutte contre le changement climatique : forte de sa diversité, l'Afrique peut-elle être un moteur pour l'avenir ? La réponse repose peut-être entre les mains du pays hôte de la Conférence. Avec sa double appartenance au Groupe africain et à la coalition des pays émergents (Basic), il peut ainsi faire le pont entre le Nord et le Sud et rehausser les ambitions.

**Rédacteurs** : Marie Chéron – 4D, Anne Chetaille – Gret, Olivier Lefebvre – Initiative Développement, Katia Roesch – AVSF

**Relecteurs** : Célia Gautier – Gret, Laurent Levard – Gret

**Crédits photos** : Katia Roesch – AVSF ; UNClimateChange (Flickr).